



Togotelecom

Offres réservées aux clients illico

Infos : 112

### DU VRAI ILLIMITÉ

#### SOIRÉE ILLIMITÉE JOUR

Profitez des appels illimités à 0 F vers TOGO TELECOM (de 20h30 à 06H00 le jour de l'activation)

- Si vous êtes dans le Profil Bleu, tapez vite 887\*1\*13#
- Si vous êtes dans le Profil Rose, tapez vite 887\*6\*31#

Coût d'activation : 300 F CFA

#### SOIRÉES ILLIMITÉES HEBDO

Profitez des appels illimités à 0 F vers TOGO TELECOM (du lundi au vendredi de 20h30 à 06H00)

- Si vous êtes dans le Profil Bleu, tapez vite 887\*1\*12#
- Si vous êtes dans le Profil Rose, tapez vite 887\*6\*21#

Coût d'activation : 1000 F CFA

# N°695

du 1<sup>er</sup>  
AVRIL 2014



# L'UNION

Bi-hebdomadaire Togolais d'Informations et d'Analyses

## Editorial

Par Koffi SOUZA

### EUROPE-AFRIQUE EN SOMMET

Cette semaine se tient à Bruxelles les 2 et 3 avril 2014. Le 4<sup>e</sup> Sommet entre l'UE et l'Afrique. Il réunit les dirigeants africains et les dirigeants de l'UE, ainsi que les hauts responsables des institutions de l'UE et de l'Union africaine. Rassemblés autour du thème "Investir dans les personnes, pour la prospérité et pour la paix", les participants discuteront de différents sujets, dont la paix, la sécurité, les investissements, les changements climatiques et les migrations.

Le sommet de 2014 sera l'occasion de jeter un nouveau regard sur le partenariat UE-Afrique, de mettre en avant certains des résultats obtenus et d'étudier de nouveaux domaines de coopération future.

L'accord de Cotonou est l'un des principaux cadres dans lesquels s'inscrivent les relations entre l'UE et l'Afrique; il a été adopté en 2000 pour remplacer la convention de Lomé de 1975, qui liait l'UE et les pays d'Afrique, des Caraïbes et du Pacifique (les pays dits ACP).

L'accord de Cotonou a pour but d'établir un partenariat complet, reposant sur trois piliers: a coopération au développement, a coopération économique et commerciale, a dimension politique.

Son objectif central est la réduction et, à terme, l'éradication de la pauvreté, conformément aux objectifs de développement durable et d'intégration progressive des pays ACP dans l'économie mondiale.

suite à la page 6

**P.3** Pour remplacer les bâtiments principaux des marchés incendiés en janvier 2013

# Un immeuble de 5 niveaux à Lomé et un autre de 3 niveaux à Kara en projet

**P.3** Réalisation des droits des enfants pour plus d'équité au Togo

**L'UNICEF met le cap sur 2016, avec 35 milliards Cfa**



L'ancien bâtiment du grand marché lors de l'incendie de 2012

**P.4** En glissement annuel

**La vente du café togolais en forte augmentation au 1<sup>er</sup> trimestre**

**P.3** Par une revue du plan d'actions à fin décembre 2013

**Les progrès dans la mise en œuvre des réformes des finances publiques à évaluer**

**P.7** Sur les incidents de Bassar

**Le rapport de la Commission d'enquête situe les responsabilités**

moovlove  
Nos offres pour emballer vos coeurs !

www.moov.ig

Service clients : 777 (gratuit) ou 9999 7777 (payant)

etisalat



# PA-LUNION

www.pa-lunion.com



Prix: Togo, Bénin, Burkina: 250CFA Zone CFA: 300 F Europe et autres pays: 1 euro --- Abonnement: Contacter 22 61 35 29 / 90 05 94 28

Pour remplacer les bâtiments principaux des marchés incendiés en janvier 2013

## Un immeuble de 5 niveaux à Lomé et un autre de 3 niveaux à Kara en projet

Late Pater

Les choses s'accélérent pour remettre en place les bâtiments principaux des marchés incendiés en janvier 2013. Deux avis sont lancés. Le premier consacre un concours d'idées architecturales et une maîtrise d'œuvre comprenant la maîtrise d'œuvre architecturale et les études techno-économiques et d'impact social et environnemental et les études techniques d'ingénierie. Le Gouvernement togolais entend utiliser une partie du don de la Banque ouest africaine de développement (Boad) pour les études de la reconstruction du bâtiment principal des marchés de Lomé et de Kara. L'avis est émis en deux lots (lot 1 : Kara, site de Lama ; lot 2 : Lomé, site d'Adawlato) et court jusqu'au 29 avril prochain.

Le deuxième, un avis à manifestation d'intérêt qui court aussi jusqu'au 29 avril 2014, se greffe sur le financement combiné de la Boad, de la Banque africaine de développement (Bad) et du budget d'investissement de l'Etat. Les services sollicités se résument en une mission qui consiste au contrôle technique de l'exécution des travaux de reconstruction du bâtiment principal des marchés de Lomé et de Kara, notamment assister le maître d'ouvrage et l'architecte pour le démarrage du chantier des travaux ; assurer la surveillance et le contrôle technique de l'exécution des travaux par l'entreprise ; assurer les pré-réceptions et les réceptions techniques des matériaux, des équipements et des ouvrages exécutés ; participer aux réunions périodiques du chantier ; donner son avis technique au maître d'ouvrage, au maître d'ouvrage délégué ou à l'architecte chaque fois que de besoin ; assister le maître d'ouvrage et l'architecte pour la réception provisoire et la réception définitive des ouvrages réalisés ; assister le maître d'ouvrage et l'architecte pour la vérification de la conformité des plans de recollement produits par les entreprises des travaux ; et assister le maître d'ouvrage dans la vérification des conditions d'établissement et de mise en œuvre de la garantie décennale.

Et c'est ici que l'information est donnée sur la consistance des travaux. A Lomé, il sera érigé un immeuble à 5 niveaux (sous-sol, rez-de-chaussée et 3 étages) sur une surface bâtie de 33.400 m<sup>2</sup>. Le sous-sol sert de parking et locaux techniques, le rez-de-chaussée de distribution populaire, locaux de sécurité, etc., le 1<sup>er</sup> étage de grande distribution, le 2<sup>ème</sup> étage de centre de négoce et le 3<sup>ème</sup> étage de services et technologies. Sur le site de Lama à Kara, un immeuble à 3 niveaux (rez-de-chaussée et 2 étages) va être construit sur une surface bâtie de 20.200 m<sup>2</sup>, avec clôture d'enceinte, aire aménagée



L'ancien bâtiment du grand marché lors de l'incendie de 2012

pour parking, voirie et réseaux divers. Le rez-de-chaussée sert de distribution populaire, locaux de sécurité, parking en plein air, etc., le 1<sup>er</sup> étage de grande distribution et le 2<sup>ème</sup> étage de centre de négoce, de services et de technologies. Les équipements communs aux deux sites se résument en postes de sécurité (police, central de télésurveillance et de sécurité incendie), administration du marché, toilettes publiques, accessibilité aux personnes à mobilité réduite, service d'entretien et de maintenance, protection contre la foudre, circulations exclusivement piétonnes, assainissement, sonorisation, etc.

En rappel, c'est près de 11,000 milliards de francs Cfa, plus précisément 10.878.386.430,465 milliards – l'équivalent de 14,548.257

Unités de Compte – que le Gouvernement togolais et des partenaires financiers comptent mettre dans la reconstruction du grand marché de Lomé et celui de Kara ravagés en janvier 2013 par des incendies qui avaient touché le commerce de 3.016 commerçants. Le projet de reconstruction vise à restaurer les deux structures qui servaient pour les activités commerciales. Trois partenaires financiers accompagnent le Togo : le Fonds africain de développement (Fad), un guichet de la Banque africaine de développement (Bad), met 1,930.000 Unités de Compte en prêt, et 1,650.000 Unités de Compte en don ; la Boad y ajoute 534,942 Unités de Compte en don, ainsi que le Fonds africain d'appui au secteur privé qui met 477,785

Unités de Compte en don. L'Etat togolais vient compléter l'enveloppe avec 9,955.530 Unités de Compte. Le financement a été rassemblé au cours du dernier trimestre 2013. D'après le calendrier, le projet s'étend sur la période de janvier 2014 à décembre 2017, avec un premier décaissement de fonds dès le mois de février pour les études techniques et architecturales pour le type de marché à construire. La reconstruction sur le site de Lama est prévue sur la période des 2<sup>ème</sup> et 3<sup>ème</sup> trimestres de 2014. Suivi de Lomé les 3<sup>ème</sup> et 4<sup>ème</sup> trimestres de la même année. Outre les deux bâtiments, le projet intègre la sensibilisation des commerçants sur le bien-fondé de formaliser la conduite de leurs activités et de souscrire à des polices d'assurance. Et surtout de se départir de la thésaurisation en ouvrant des comptes auprès de banques ou d'institutions de microfinance. Les commerçants seront formés en tenue de livret de compte et des associations de femmes en thématiques liées à la gestion de leurs affaires. Ce volet est prévu sur le long terme, du second trimestre 2014 au terme du projet en décembre 2017. Un audit sera tenu en début et vers la fin du projet, ainsi qu'un suivi à mi-parcours.

Par une revue du plan d'actions à fin décembre 2013

## Les progrès dans la mise en œuvre des réformes des finances publiques à évaluer

Le Secrétariat Permanent pour le suivi des Politiques de Réformes et des Programmes Financiers (SP-PRPF) organise les 7 et 8 avril 2014 à Lomé la revue du plan d'actions de la réforme de la gestion des finances publiques (PA-RGFP) à fin décembre 2013. L'atelier réunira les membres du Comité de suivi des réformes, les correspondants et répondants thématiques des structures directement impliquées dans le suivi et la mise en œuvre des réformes des finances publiques, les partenaires techniques et financiers notamment le Fonds monétaire international (FMI), la Banque mondiale (BM), la Banque Africaine de Développement (BAD), la Commission de l'UEMOA, la Délégation de l'Union européenne (UE), le Programme des Nations Unies pour le Développement (PNUD), l'Agence Française de Développement (AFD), la Coopération française (SCAC) et de la Coopération allemande (GIZ). Cette revue sera réalisée avec l'appui technique et financier de l'Union Européenne dans le cadre du deuxième Programme d'Appui

Institutionnel (PAI 2), volet 2 mis en œuvre par le Département des Finances Publiques du FMI.

L'objectif de cette revue est d'évaluer les progrès dans la mise en œuvre des réformes des finances publiques et de proposer le glissement du PA-RGFP pour la période 2014-2016. Cette revue permettra également de convenir sur les réformes prioritaires à mettre en œuvre au cours de l'année 2014. Par ailleurs, les recommandations des missions d'assistance technique réalisées au cours du deuxième semestre 2013 seront également intégrées dans le PA-RGFP.

Au moment de faire le même exercice à fin juin 2013, les résultats globaux indiquaient que sur les 249 mesures programmées, 41% avaient été réalisées, 38% en cours et 21% n'avaient pas été réalisées. Les raisons expliquant cette faible performance sont pour la plupart liées à la non-adoption des textes juridiques notamment les directives de l'UEMOA, à des mesures administratives qui n'ont pas été prises, et au manque de

financement. Dans l'ensemble, les réformes incombant directement à l'administration sont réalisées, quoique à un rythme lent. Celles dont la mise en œuvre est conditionnée par le vote des textes de nature législative tardent à être réalisées ; c'est le cas des actions et mesures liées au vote des textes de transposition des directives portant cadre harmonisé des finances publiques dans les pays de l'UEMOA. Certaines mesures sur la mobilisation des recettes dépendent du plan de développement de l'Office togolais des recettes. Quelques mesures de nature administrative n'avaient pas été réalisées suite à la défaillance d'un suivi rapproché. Avec la mise en place des correspondants thématiques intervenue au cours du second trimestre 2013, des relances ont été faites pour accélérer la réalisation de cette catégorie de mesures. Pis est, plusieurs mesures sont restées non réalisées, notamment celles sur la gestion de la dette, sur la déconcentration de l'administration financière et sur le cadre juridique.

## Partenariat Europe- Afrique Mieux connaître l'Accord de partenariat économique, APE

*Avoir des relations privilégiées signifie se mettre d'accord sur des principes de base pour un partenariat gagnant-gagnant. L'union européenne et l'Afrique ont de vieilles relations de coopération économique qui datent des temps coloniaux. Lesdites relations commerciales et économiques évoluent avec le temps et les vieux accords sont perpétuellement améliorés. C'est ainsi qu'on parle aujourd'hui de l'APE, Accord de partenariat économique qui, après près de dix années de négociations devra être parachevé bientôt.*

*Si déjà les Chefs d'Etat de la Communauté économique des Etats de l'Afrique de l'Ouest, Cedeao, valident le texte à eux proposé, il reste cependant des détails techniques à régler avant de passer à l'étape de la signature. Pour y arriver, les Etats africains organisent leurs experts afin d'obtenir un accord intelligent qui permette aux différentes parties de tirer meilleurs profits pour le compte de leurs populations respectives. Car, il s'agit pour chaque Etat lié à l'Ape d'ouvrir ses frontières aux marchés des autres Etats pour des échanges commerciaux francs.*

*A l'issue des négociations du 6 février 2014 à Bruxelles, une dernière mouture du texte a été rédigée après d'après discussions. Nous allons essayer de comprendre les différents pans de ce texte d'accord à travers une série de publications. Ici, nous nous intéressons aux objectifs du nouvel accord tels que contenus dans le document.*

**Les objectifs du présent accord sont les suivants:**

a) Etablir un partenariat économique et commercial visant à réaliser une croissance économique rapide, soutenue et créatrice d'emplois, à réduire puis à éradiquer la pauvreté, à relever

les niveaux de vie, réaliser le plein emploi, diversifier les économies, accroître le revenu réel et la production, d'une manière compatible avec les besoins de la région AO et prenant en compte les

*suite à la page 4*

## Réalisation des droits des enfants pour plus d'équité au Togo

### L'UNICEF met le cap sur 2016, avec 35 milliards Cfa

Le Gouvernement du Togo et le Fonds des Nations Unies pour l'Enfance (UNICEF) ont procédé le 27 mars à la signature de Plans de travail triennaux couvrant la période de 2014 à 2016. L'objectif général du programme de coopération Togo-UNICEF est de réduire les disparités, notamment celles liées au genre, à la pauvreté ou à la situation géographique, et de faire avancer le droit à la survie, au développement, à la protection et à la participation des enfants tout en renforçant l'adhésion et la participation des communautés. «Au Togo, la mortalité chez l'enfant de moins de cinq ans décroît de deux pour cent, environ, en moyenne par an. Néanmoins, et malgré cela, 60 enfants de moins de cinq ans décèdent chaque jour, dont 22 durant leur premier mois de vie», a déclaré le Dr Viviane Van Steiterghem, représentante de l'UNICEF. «C'est pourquoi au premier plan de nos priorités figurent les interventions de santé et nutrition qui pourront éviter les décès de jeunes enfants souvent causés par des maladies infectieuses qui peuvent être prévenues ou soignées».

Outre la santé et la nutrition chez les enfants de moins de cinq ans, les programmes appuyés par l'UNICEF comprennent l'accès à l'eau, l'hygiène et l'assainissement des populations, l'éducation préscolaire

et primaire, la protection des enfants contre toutes formes d'abus, d'exploitation et de violences. De plus l'UNICEF s'intéresse désormais à la question des adolescents et adolescentes qui pourront bénéficier d'un apprentissage aux compétences de vie afin de les aider à mieux faire face aux risques auxquels ils peuvent être exposés à cet âge. D'une manière générale l'accent est mis sur les stratégies qui permettent de rapprocher les familles les plus défavorisées des services de base.

Pour l'ensemble du cycle de programmation de cinq ans, le budget total est de 35 milliards de francs Cfa. Environ 40% de ces ressources sont déjà mobilisées. Le développement du programme et des plans de travail a fait l'objet de vastes consultations, qui ont inclus notamment les services de l'Etat, la société civile et les enfants eux-mêmes. Les ateliers de préparation et réflexion se sont déroulés dans toutes les régions du pays.

En 2016, soit la dernière année de ce plan de travail, une revue à mi-parcours du programme sera organisée avec tous les partenaires de mise en œuvre, y compris les organisations de la société civile et les enfants qui ont participé à son élaboration pour mesurer les résultats atteints et proposer de nouvelles orientations stratégiques.

En glissement annuel

## La vente du café togolais en forte augmentation au 1er trimestre

Jean Afolabi

Comparée à la même période de la campagne précédente, la vente du café togolais est en augmentation de 239,11%. Dans les détails, d'après les chiffres de la Direction du conditionnement et de la métrologie légale cités par l'agence Reuters, cela fait 670 112 kilogrammes d'exportés entre octobre et décembre 2013 qui constitue le premier trimestre de la campagne de commercialisation en cours. La même période de la précédente campagne a fait 197 611 kilogrammes.

Décembre a assez vendu, jusqu'à

café et cacao ont plutôt évolué en dents de scie, se situant dans une large fourchette de 5 500 tonnes à 12 500 tonnes pour le café et 3 600 à 10 600 pour le cacao. Mais les acteurs de la filière café font toujours confiance en la qualité du produit togolais, très apprécié sur le marché. Reste à étendre les cultures, d'autant que des terres sont encore disponibles.

Il y a un an, le ministre de l'Agriculture, de l'élevage et de la pêche, Ouro-Koura Agadazi, s'était lancé dans une tournée dans les zones de production, aux fins de recenser les planteurs de café-cacao

2013 a atteint 5 008 602 kilogrammes de café. Traditionnellement, la Chine, l'Espagne, la France, la Hollande, le Maroc, l'Italie, l'Allemagne et les Etats-Unis ont constitué les destinations du café togolais.

Sur le plan local, le Comité de coordination pour les filières café et cacao a fixé les prix indicatifs aux producteurs pour la période du 16 au 31 mars 2014, déterminés sur la base des cours mondiaux pour le café sain robusta à 645 francs le kilogramme. A l'exportation, le cours du 17 mars à la bourse de Londres, suivant le délai d'embarquement, est de 973 francs le kilo en mars, 971 francs le kilo en mai et 970 francs le kilo en juillet 2014.

Sur le marché, c'est l'arabica qui prend sa revanche, doucement mais sûrement. Les cours ont repris 23% depuis le mois de novembre, où ils avaient atteint leur plus bas niveau depuis sept ans. Délaissé au profit du robusta au début de la décennie parce qu'il avait atteint des niveaux de prix trop élevés, l'arabica est à nouveau très abondant depuis deux ans, il a vu ses prix plonger, et du coup il retrouve la faveur des torréfacteurs en Europe et aux Etats-Unis. L'écart de prix s'est tellement réduit avec le robusta vietnamien, plus corsé et habituellement beaucoup moins cher, qu'il est redevenu très intéressant pour les torréfacteurs de réintégrer l'arabica plus doux et plus noble dans leur mélange, la «tasse». Et ce, sans se ruiner ! Cette nouvelle vogue de l'arabica pourrait contribuer à résorber les stocks plus vite que prévu.



Des graines de café arabica

322 098 kilogrammes, contre aucun kilogramme pour le mois de décembre précédent. Octobre a exporté 186 316 kilogrammes, contre 125 391 kilogrammes pour l'autre octobre. Novembre a commercialisé 161 700 kilogrammes, contre 72 220 kilogrammes pour novembre de la campagne précédente.

Depuis 2009, les exportations de

et les surfaces cultivables. D'après lui, la collecte de données fiables permettra de disposer de statistiques précises pour mettre sur pied une politique adaptée. Le gouvernement ayant fait de la relance de la filière une de ses priorités. Entre autres ambitions, le Togo vise, à l'horizon 2015, les 19 000 tonnes de café et 21 000 tonnes de cacao. Le tonnage annuel du café de la campagne 201-

## Entre les établissements bancaires de l'UMOA Seulement 5 milliards Cfa d'emprunts enregistrés au Togo la 3ème semaine de mars

Au cours de la période du 18 au 24 mars 2014, sur le marché interbancaire de l'Union monétaire ouest africaine (Umoa), les banques et établissements de crédit du Togo ont enregistré des emprunts à hauteur de 5,000 milliards de francs Cfa, en baisse par rapport à la semaine précédente, et des prêts de 7,000 milliards, également en baisse.

Pour l'ensemble de l'Union, cela monte à 89,550 milliards pour les prêts, et autant pour les emprunts. Les emprunts au Togo sont à une semaine pour 2,000 milliards et à deux semaines pour 3,000 milliards. A une semaine le taux moyen pondéré se situe à 3,32%. Les taux minimum et maximum sont fixés respectivement à 2,50% et 5,50%. A deux semaines, les trois taux sont fixés respectivement à 5,11%, à 4,50% et à 6,00%

En termes de prêts, les établissements de la Côte d'Ivoire ont enregistré 37,750 milliards, dont 5,000 milliards à un mois. Avec des taux de 5,62%, de 4,75% et de 6,00%. Ils sont suivis par ceux du Sénégal avec 34,600 milliards. La Guinée-Bissau n'a enregistré

aucune opération. Le Bénin n'a enregistré que des emprunts, à 15,500 milliards, tandis que le Mali n'a enregistré que des prêts, à 1,000 milliard.

Le Niger a enregistré des prêts à 4,000 milliards, dont 3,000 milliards à trois mois. A cette échéance, le taux moyen pondéré s'est situé à 5,000%. Tout comme les taux minimum et maximum. Le Burkina Faso à 5,200 milliards pour les prêts et 22,000 milliards pour les emprunts.

D'après la Banque centrale des Etats de l'Afrique de l'ouest (Bceao), l'évolution du marché interbancaire de l'Union a été marquée, en janvier 2014, par un recul du volume des transactions et une hausse des taux d'intérêt. En effet, le volume moyen hebdomadaire des opérations interbancaires, toutes maturités confondues, s'est établi à 119,6 milliards en janvier 2014 contre 143,9 milliards en décembre 2013. Le taux moyen pondéré des opérations est ressorti à 3,99% en janvier 2014, en hausse de 6 points de base par rapport à décembre 2013. Sur le marché à une semaine, les

opérations ont enregistré un accroissement de 23,8 milliards, pour s'établir à 65,5 milliards au cours du mois sous revue. Le taux d'intérêt des opérations à une semaine est ressorti à 3,02% contre 3,08% le mois précédent.

## Partenariat Europe- Afrique

### Mieux connaître l'Accord de partenariat économique, APE

suite de la page 3

différents niveaux de développement économique des Parties ;

**b)** Promouvoir l'intégration régionale, la coopération économique et la bonne gouvernance économique dans la région Afrique de l'Ouest ;

**c)** Accroître le commerce intra-régional et favoriser l'édification d'un marché régional unifié et efficient en Afrique de l'Ouest ;

**d)** Contribuer à l'intégration harmonieuse et progressive de la région AO dans l'économie mondiale, en conformité avec ses

Sur le marché de l'Union

## 671,469 milliards Cfa de bons émis au 1er trimestre 2014

En tout, pour les trois premiers mois de l'année, les trésors publics des pays de l'Union économique et monétaire ouest africaine (Uemoa) - exception faite de la Guinée-Bissau - ont émis des bons et obligations pour un montant de 671,469 milliards de francs Cfa. Jusque-là, c'est le trésor public de la Côte d'Ivoire qui caracole en tête avec deux émissions de bons et autant d'obligations pour un montant total de 360,000 milliards de francs, d'après la Banque centrale des Etats de l'Afrique de l'ouest (Bceao).

Le trésor public du Bénin suit avec 95,000 milliards pour trois émissions

de bons. Il y a ensuite celui du Sénégal avec deux émissions de bons et une d'obligations pour un total de 75,000 milliards. Le Mali a fait 71,500 milliards pour deux émissions de bons. Tout comme celui du Togo, le trésor public du Burkina Faso n'a réalisé qu'une émission de bons pour un montant de 25,000 milliards de francs.

Contre six pays en janvier, seulement trois pays de l'Union - sans le Togo - ont émis des bons et obligations en février 2014, d'après la Banque centrale, l'institut commun d'émission des pays de l'Union. En revanche, ces trois émissions se

montent à 296,768 milliards de francs Cfa, contre 209,000 milliards pour les six de janvier. En tête, le Trésor public de la Côte d'Ivoire a émis des obligations, valeur 25 février 2014, pour un montant de 241,768 milliards, bien en-deçà des 250,000 milliards attendus. Elles sont d'une durée de 7 ans, au taux de 6,50%. Logiquement, l'échéance est attendue le 26 février 2021.

Pour le Trésor public du Togo, la prochaine émission de bons est attendue le 17 avril, pour un montant de 30,000 milliards de francs, sur une année.

Pour le coton, les routes, le Port...

## La BOAD à la recherche de 800 milliards Cfa pour le Bénin

La Banque ouest africaine de développement (Boad) et le gouvernement béninois ont signé un mandat d'arrangement de financement pour la réalisation de projets d'infrastructures. Le coût global du programme à financer est estimé à environ 800 milliards de francs Cfa, qui devront être mobilisés auprès des banques commerciales et de l'ensemble de la communauté des bailleurs de fonds.

Le programme porte sur des

projets à fort impact économique et social concernant les infrastructures routières et portuaires, l'énergie, l'eau et de l'assainissement, l'éducation et la santé, indique un communiqué. L'intervention de la Boad se traduira, d'une part, par la fédération des banques locales et des institutions internationales de financement du développement dans un pool bancaire ; et d'autre part, par une assistance technique à l'Etat béninois pour le montage

des projets du programme et leur mise en œuvre. Ce nouvel engagement de la Banque intervient après les quatre premiers mandats d'arrangement que le gouvernement béninois lui avait confiés, dans le cadre du financement des campagnes cotonnières 2011-2013 et 2013-2014, du renforcement des infrastructures et équipements du Port autonome de Cotonou et de la modernisation d'infrastructures routières.

Amélioration du climat des affaires

## Le gouvernement béninois adopte des mesures pratiques

Le gouvernement béninois vient d'adopter des mesures afin d'améliorer le climat des affaires au Bénin, indique un communiqué du conseil des ministres. Au nombre de ces mesures, on distingue notamment l'adoption d'un projet de décret portant réglementation de la délivrance du permis de construire en République du Bénin, la finalisation du décret portant création, attributions, organisation et fonctionnement du Guichet Unique de Formalisation des Entreprises (GUFÉ) et au lancement

de la création des Tribunaux de Commerce. Selon une source proche du secrétariat permanent du Conseil présidentiel de l'investissement (Sp/Cpi) citée par Chine nouvelle, le gouvernement souhaite que ces mesures entraînent une amélioration sensible de la qualité de la réglementation du Bénin pour les petites et moyennes entreprises (PME).

Elles portent, entre autres, sur les trois indicateurs que sont, notamment, l'exécution des contrats, la délivrance

du permis de construire et la création d'entreprise, selon la même source. S'agissant de la question de l'exécution des contrats, le Bénin est actuellement classé 181ème sur 189 pays, selon le rapport "Doing Business" de la Banque mondiale, avec 42 procédures et 795 jours, dont 30 jours pour le traitement du dépôt de la plainte et la notification de l'assignation, 450 jours pour la période de déroulement du procès et 315 pour l'exécution de la décision de justice.

FOOTBALL/

## La 'President Cup' démarre le 19 avril à Lomé

Le Togo va abriter du 19 au 27 avril 2014, un tournoi international destiné à six équipes nationales de la sous région ouest-africaine. C'est ce qu'a indiqué jeudi, Hervé Piza, président du Comité d'Organisation au cours d'une conférence de presse.

"En prélude à la fête nationale, le 27 avril, nous avons voulu initier cette coupe en l'honneur du président de la République qui s'attache tellement à cette jeunesse. Nous avons choisi les moins jeunes pour pouvoir célébrer la fête. Nous voulons aussi refaire l'image de notre football puisque depuis 2007, nous n'avons plus organisé une telle compétition. Or c'est cette pépinière qui doit constituer la base de notre équipe nationale", a indiqué le président du comité d'organisation, Hervé Piza, lors du lancement du tournoi.

Pour cette 1ère édition de la President Cup, six pays repartis en deux poules de trois prendront le départ. A l'issue du tirage au sort, le Togo, pays hôte, le Bénin et la Côte d'Ivoire partagent le groupe A. La poule B est constituée du Nigeria, du Niger et du Mali.

Le match d'ouverture oppose



la sélection des cadets du Togo à son homologue du Bénin, le 19 avril. Le second match du jour a lieu entre le Nigeria et le Niger. A

l'issue des phases éliminatoires, deux pays de chaque poule seront qualifiés pour les demi-finales. La finale est prévue le 27

avril. Les stades de Kégué et le stade municipal sont sollicités pour abriter cette compétition.

FOOTBALL/

## Mounguengui à la présidence de la Fégafoot

Pierre Alain Mounguengui, né le 15 décembre 1957, ancien arbitre international et ex président de la Ligue nationale de football (LINAFA) du Gabon a été élu dimanche à la tête de la Fédération gabonaise de football (Fégafoot), avec 24 voix sur 32, à l'occasion d'une assemblée générale électorale.

C'est finalement Pierre Alain Mounguengui qui a pris la tête de la Fégafoot à l'occasion d'un vote à bulletin secret organisé dimanche à Libreville. Le collège électoral composé des représentants de neuf Ligues et des 14 clubs de D1 lui a fait confiance au détriment de son adversaire Jean de Dieu Moukagni Iwangou. Le vote a été supervisé par le président du Comité de normalisation, Dieudonné Likouni Ndombou en présence entre autres des représentants de la FIFA et de la CAF.

"Nous étions deux candidats avant cette élection. Maintenant nous ne le sommes plus. Nous sommes désormais ensemble pour oeuvrer au développement du football de notre pays. Il y a des compétences dans mon groupe, mais aussi dans le groupe de Jean de Dieu Iwangou. C'est maintenant ensemble que nous devons regarder vers l'avenir", a déclaré le vainqueur de l'élection.

Le premier chantier de Pierre Alain Mounguengui sera de restructurer les Ligues provinciales, développer le football national et trouver un sélectionneur pour les Panthères. "Notre équipe nationale doit vivre, et la vie d'une équipe nationale est orchestrée par un coach national. C'est le premier dossier urgent. Ma priorité sera de développer le football de notre pays, en restructurant les Ligues provinciales. Comme vous le savez, elles n'ont pas de siège et manquent de personnels qualifiés. Il faudra former des cadres parce que nous ne pouvons pas développer le football sans des ressources humaines de qualité", a ajouté le nouveau patron du football gabonais, répondant aux questions de la presse, juste après son élection.

FOOTBALL/ANGLETERRE

## Tottenham, le ridicule continue...

Sixième du classement de Premier League, Tottenham décroche encore et n'en finit plus de se faire corriger par les ténors du championnat.

Ils n'ont plus été champions d'Angleterre depuis 1961. Et ce n'est pas cette saison qu'ils le seront. Encore une fois, les Spurs de Tottenham n'en finissent plus de décevoir. Humiliés à Liverpool (0-4), les partenaires d'Hugo Lloris pointent aujourd'hui au sixième rang de la Premier League, à huit longueurs du Big Four synonyme de la Ligue des Champions. Pire, les Londoniens sont même derrière Everton, un club qui ne dispose pas vraiment des mêmes moyens financiers. Mais il faut croire que tout ne tourne pas rond à White Hart Lane.

L'été dernier, Tottenham a pourtant été très actif dans le marché des transferts. Avant de récupérer 91 M€ grâce au transfert tardif de Gareth Bale au Real Madrid, les dirigeants londoniens avaient tout de même dépensé près de 118 M€ pour en-

gager des joueurs tels qu'Eriksen, Paulinho ou Soldado. Des investissements qui sont loin d'avoir convaincu. Sans oublier l'affaire Adebayor, un buteur mis au placard par André Villas-Boas durant de nombreuses semaines. Un changement d'entraîneur plus tard (Tim Sherwood a succédé à AVB), la situation ne s'est pas améliorée pour autant.

En coupe d'Europe, après s'être arraché pour passer l'obstacle ukrainien du Dnipro (défaite 1-0 à l'aller, victoire 3-1 au retour), Tottenham n'a pas pesé bien lourd face à Benfica en huitième de finale. Battus 3-1 chez eux à l'aller, les Spurs ont quitté l'Europa League sans briller. En championnat, même constat. Lorsqu'il doit faire face aux ténors de la Premier League, Tottenham présente un bilan catastrophique. En dix confrontations face à ses rivaux directs (contre Manchester City, MU, Chelsea, Arsenal et Liverpool), le club du président Daniel Lévy ne compte qu'une victoire (contre MU) pour deux nuls



et sept défaites!

Un triste constat dû en grande partie à une défense inexistante. En championnat, Tottenham a inscrit 40 buts et en a encaissé 44. Et dans ses face-à-face avec les grosses écuries, Hugo Lloris est allé chercher le cuir dans ses filets à 28 reprises, con-

tre seulement 6 buts marqués par ses coéquipiers! Sans surprise, la défense risque donc d'être un chantier prioritaire l'été prochain. En espérant que ces corrections récurrentes n'affectent pas trop le gardien des Bleus en vue du Mondial.

**moovSOS crédit**  
En panne de crédit ?  
Composez \*222#

Besoin de crédit en urgence ? Pas de panique.  
Envoyez simplement 505 200 pour recevoir 200 F, 505 500 pour 500 F ou encore 505 1000 pour 1 000 F au 9898. Vous pouvez également taper \*222# puis Ok et consulter le menu ou directement le code \*222#MONTANT# pour recevoir directement le montant de votre choix. Avec MoovSOS crédit, communiquez même quand vous n'avez plus de crédit!

www.moov.lg  
Service clients : 777 (gratuit) ou 99997777 (payant)

EXCLUSIVITÉ MOOV

groupe etisalat

TENNIS/INDIAN WELLS/MIAMI

## Le patron, c'est Djokovic

Le "boss" de la tournée américaine, c'est lui: à 26 ans, "Djoko" a réussi pour la deuxième fois de sa carrière le doublé Indian Wells/Miami (2011, 2014). Seul Roger Federer, éliminé cette année en quart de finale, avait réussi cet exploit en 2005 et 2006.

Après son titre à Indian Wells il y a quinze jours, Novak Djokovic a triomphé à Miami en balayant le N.1 mondial Rafael Nadal en deux sets secs 6-3 6-3, dimanche.

Mais plus que les statistiques (4e succès à Miami, 43e titre ATP, 18e Masters 1000), c'est la manière dont "Djoko" a dominé "Rafa" qui impressionne et qui rappelle 2011 où le Serbe était devenu la bête noire du Majorquin avec une série de sept victoires consécutives en finales dont Wimbledon et l'US Open.

L'Espagnol n'a jamais pu s'exprimer dans une finale à sens unique, sur une surface où Djokovic est redoutable de précision et de puissance.

"J'ai fait un très bon match du début à la fin, c'est toujours difficile de gagner contre +Rafa+, je suis très satisfait de mes quatre semaines aux Etats-Unis", a reconnu Djokovic qui avait abordé la tournée US sans avoir remporté l'Open d'Australie à la différence des trois années précédentes. "C'est ma sur-

face préférée, j'ai de grands souvenirs à Miami, c'est là que j'ai remporté en 2007 mon premier grand titre", a avancé "Djoko" pour expliquer son triomphe.

De son côté, Nadal a échoué pour la quatrième fois en finale à Miami après 2005, 2008 et 2011, dans l'un des trois Masters 1000 qu'il n'a jamais remporté avec Paris-Bercy et Shanghai. Battu au 3e tour à Indian Wells, il n'a pas eu de coup d'éclat lors du premier quart de l'année: "Ce tournoi est spécial pour

moi, avec cette ambiance et cette foule très +latino+, mais Novak a été le plus fort aujourd'hui", a-t-il tenté de se rassurer.

L'Espagnol conserve sa place de N.1 mondial et son avantage au bilan de leurs confrontations avec 22 victoires pour 18 à Djokovic. Mais "Djoko" a remporté leurs trois derniers duels, à chaque fois en deux sets secs, en finales de Shanghai, du Masters 2013 et de Miami.



Bi-hebdomadaire togolais  
d'informations et d'analyses

Récépissé N°0145/16/02/01/HAAC

Siège: Wuiti - Nkafu

Tél: 22 61 35 29 / 90 05 94 28

e-mail: patrie006@yahoo.fr

Casier N° 60 / M.P.

Imprimerie: St Laurent

Tirage: 2500 exemplaires

Directeur de la Publication  
Hugue Eric JOHNSON

Directeur de la Rédaction  
Jean AFOLABI

Rédaction  
Sylvestre D.  
Hervé AGBODAN  
Maurille AFERI  
Pater LATE  
Kossiwa TCHAMDJA  
Koffi SOUZA  
Alan LAWSON  
Abel DJOBO  
Tony FEDA

Service photographie  
Roland OGOUNDE

Dessin-Caricature  
LAWSON Laté

Graphisme  
BOGLAG.

## ET SI ON EN PARLE

Par Maurille AFERI

## Reconnaître l'âge d'un éléphant grâce à sa voix !

Un article décrit comment des chercheurs ont pu estimer l'âge d'éléphants en se basant sur les sons qu'ils émettent. La méthode développée permettrait de mieux suivre les populations menacées et donc de les protéger.

Lorsqu'un animal grossit, la fréquence de sa voix diminue : c'est ce principe que des chercheurs autrichiens ont utilisé pour arriver à déterminer l'âge d'éléphants à partir d'enregistrements sonores.

Actuellement, certaines populations d'éléphants sont menacées par le braconnage, les activités humaines ou l'évolution de leur habitat. C'est pourquoi les chercheurs s'intéressent à des moyens efficaces et peu coûteux pour collecter des informations sur ces animaux. Les éléphants, qu'il s'agisse d'*Elephas maximus* (éléphant d'Asie) ou de *Loxodonta* (éléphant d'Afrique), vivent dans des habitats variés, allant des déserts à la savane et aux forêts denses.

Il se trouve que ces animaux présentent une originalité vocale qui facilite le travail des scientifiques : en effet, les éléphants produisent des sons puissants avec des fréquences dans l'infraction, c'est-à-dire en dessous des fréquences audibles à l'oreille humaine. Or, ces infrasons peuvent voyager sur des kilomètres. D'après Andrew Horn, rédacteur à la revue *Bioacoustics*, « le fait que les éléphants produisent ces sons incroyablement bas en fréquence qui voyagent sur des kilomètres est déjà assez étonnant. Mais ce qui est encore plus étonnant est que ces sons peuvent être utilisés pour connaître non seulement le nombre, mais aussi l'âge des éléphants sur de longues distances ».

À chaque âge sa fréquence chez les éléphants

Dans un article de *Bioacoustics*, des chercheurs de l'université de Vienne en Autriche ont travaillé sur des enregistrements d'éléphants *Loxodonta africana* effectués dans le parc national des éléphants d'Addo, en Afrique du Sud. Les données ont été collectées en juin-juillet 2011 et juillet-août 2012. L'objectif était d'identifier les paramètres acoustiques permettant de distinguer les différents groupes d'âge.

Les chercheurs ont montré qu'ils pouvaient distinguer les nouveaux-nés, les jeunes, les adolescents et les adultes avec une fiabilité de 70 %. Ils étaient aussi capables de séparer efficacement les plus jeunes (nouveau-nés et jeunes) des adultes avec une certitude de 95 %. Les éléphants nouveau-nés émettent des sons qui ne sont pas dans l'infraction, à des fréquences bien plus élevées que les adultes, ce qui aide à les reconnaître.

De manière générale, chez les mammifères, il existe une relation entre la masse du corps, la taille des cordes vocales et la fréquence des sons émis. Les chercheurs pensent qu'à l'avenir, le suivi acoustique permettra non seulement de détecter les animaux, mais aussi d'extraire des informations importantes sur leur âge et leur sexe. Les outils sans fil pourraient permettre de réaliser des enregistrements dans différents endroits au même moment.

## EDITORIAL

## EUROPE-AFRIQUE EN SOMMET

suite de la page 1

Un cadre supplémentaire, le partenariat commun Afrique-UE, a été créé en 2007 pour servir de canal formel pour les relations entre l'UE et les pays africains. Ce partenariat est fondé sur la stratégie commune Afrique-UE et mis en application par des plans d'action. Le plan d'action actuel (pour la période 2011-2013) fixe des objectifs concrets dans huit domaines de coopération...

Dans le cadre du 10<sup>e</sup> Fonds européen de développement (2008-2013), l'UE a déjà engagé près de 12 milliards d'euros en faveur des pays africains.

Selon les données de l'OCDE, l'UE a octroyé aux pays africains en 2011 un montant de 25,3 milliards d'euros au titre de l'aide publique au développement (APD), ce qui représente plus de la moitié du total de l'APD destinée à l'Afrique.

Les dix principaux donateurs d'aide en faveur de l'Afrique sont tous des pays européens, l'Irlande occupant la première place (81 % du montant total de son aide allant à l'Afrique), suivie de la Belgique (77 %), du Portugal (73 %) et de la France (63 %).

L'objectif essentiel est de combler l'écart de développement entre l'Afrique et l'Europe grâce à une coopération économique plus étroite et à la promotion sur les deux continents d'un développement durable n'excluant personne. Le partenariat Afrique-UE définit les orientations stratégiques à long terme entre l'UE et l'Afrique, sur la base de valeurs partagées et de principes communs. Ce partenariat constitue aussi le cadre politique général définissant les relations UE-Afrique.

Au moment où plusieurs pays africains sont déstabilisés par le terrorisme et les rébellions régionalistes, il est important que l'Europe et l'Afrique réaffirment leur adhésion à des valeurs communes.

## Vient de paraître

## L'exotique, un primitif en Silésie, d'Ayi Hill

Ayi Hill, de son vrai nom Ayi Hillah, togolais résident en Belgique, vient de faire paraître un premier roman aux Editions Harmattan. Un premier roman qui porte sur l'altérité, le regard du Blanc sur le Noir ou généralement l'Africain en Occident.

« L'Exotique, il faut le souligner, c'est à la fois un récit de L'exotique voyage, un catalogue de souvenirs et aussi un écrit de conscientisation qui s'évertue à dénoncer les préjugés et autres clichés que nous africains vivons en occident. Je me suis senti le devoir de l'écrire afin

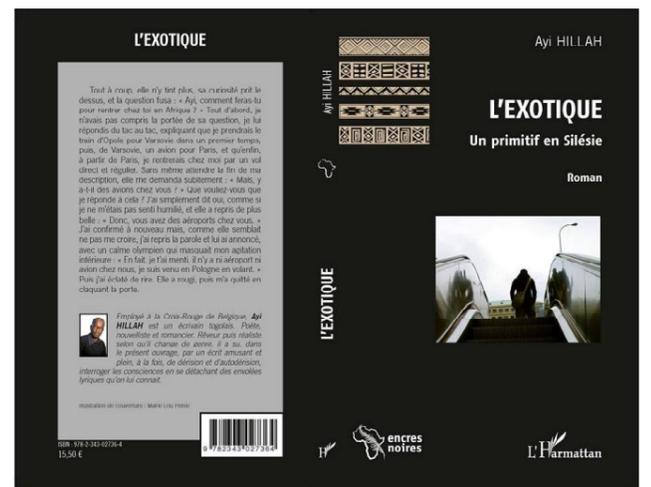
d'apporter un témoignage et essayer de changer certaines choses », selon l'auteur.

Ayi Hillah est aussi nouvelliste et auteur d'un recueil de poème.

**Lyres de Septembre - Mai 2008 - Editions Chloé des Lys, Belgique**

**Chants et Visions, publié en janvier 2012 chez Edilivre en France**

**Mirages, Quand les lueurs s'estompent, publié chez l'Harmattan, Paris en juillet 2012, (Nouvelles).**



## Cameroun/Nécrologie

## Ateba Eyene, désigné héros national, suscite la polémique

Charles Ateba Eyene, écrivain camerounais, mort en février dernier, est désigné héros national par le gouvernement camerounais. Il n'en fallait pas plus pour déclencher une polémique à la fois au Cameroun et dans la diaspora du pays.

Car Charles Ateba Eyene est un militant du RPDC, parti au pouvoir, et a même dans sa prime jeunesse combattu les mouvements étudiants, surtout le fameux Parlement, le fer de lance de la lutte étudiante pendant le

processus démocratique.

Mais Charles Ateba Eyene a cette particularité d'être un écrivain critique à l'égard du pouvoir Biya, en tout de l'élite RPDCiste. Une posture permanente dans la dénonciation publique et tonitruante des manquements de son propre camp, qui lui aurait d'ailleurs valu quelques menaces d'éjection du dit Parti. Il aura commis plusieurs livres à son actif dont le plus célèbre restera son fameux: Les paradoxes du «Pays Organisateur»: élites productrices

ou prédatrices. Il a également mené plusieurs combats sociétaux de ses propres dires. Notamment l'interdiction de l'homosexualité et la dénonciation de la recrudescence des sectes (franc maçonnerie, rose-croix etc.) comme moyen par excellence de la promotion sociale et professionnelle.

Enseignant à l'IRIC (Institut des relations internationales du Cameroun) de Yaoundé, et membre suppléant au comité centrale du RDPC, Charles Ateba

Eyene était un petit caillou pour nombre de ses camarades de Parti, et une idole pour la classe populaire et nombre de ses étudiants, désormais orphelin de celui qui n'avait pas sa langue dans sa poche pour dire ce qui l'agaçait. Ses lettres de dénonciations de l'attitude «irrespectueuse» de certains hauts cadres de son parti, qu'il adressait publiquement au Président Paul Biya sont encore fraîches dans nos mémoires.

Il est mort à 42 ans.

## Nécrologie

## Bilal Berreni, le street artist franco-algérien est découvert mort

Sa famille était sans nouvelles de lui depuis huit mois. On s'en doutait, mais l'espoir prenait le pas sur la hantise de sa mort. Mensonge. Il a vraiment disparu. Le corps du street artist français Zoo Project reposait à la morgue de Detroit depuis huit mois. Bilal Berreni avait 23 ans, il était un artiste de son temps, mais un cran au-dessus de sa génération. Il a suivi le printemps arabe et Tunisie et en Lybie, où il dessinait sur les murs les martyrs, histoire de leur redonner vie. Il est allé voir en Russie comment se passe la déshumanisation du côté de Poutine. Un psychopathe l'a zigouillé à Detroit. Pure perte.

D'après le Detroit Free Press,

son corps n'a été identifié qu'en fin de semaine dernière, après être resté huit mois à la morgue. Bilal Berreni, 23 ans, a été assassiné d'une balle dans la tête, à Detroit, dans des conditions mystérieuses. Ses proches ignoraient ce qu'il faisait exactement aux Etats-Unis, supposaient une vie d'errance, de rencontres et de projets artistiques.

Son travail en Tunisie, pendant la révolution de 2011, lui avait valu l'attention des médias, notamment un beau portrait dans Le Monde.

Alors qu'il avait 20 ans et 600 euros en poche, le jeune artiste, qui se présente comme « Franco-algérien résidant à Paris », était parti à Tunis, il « voulait voir une révolution ». Peu de temps après,

un homme lui demande de faire un portrait de son frère, mort pendant les émeutes.

Zoo Project finit par habiller les murs de Tunis de dizaines de dessins des victimes de la révolution. Parce que « les oublier serait les tuer une deuxième fois. »

Plus tard, il fera la même chose dans un camp de réfugiés à la frontière libyenne, il y vivra comme les réfugiés et plantera ses portraits sur des grands morceaux de toile attachés à des mâts. Sur son site, il expliquait vouloir représenter « la détresse de ceux qui ne sont plus considérés et traités comme des humains, parqués dans des non-lieux. »

Un autre projet l'avait conduit dans l'est de l'Europe, autour de la Russie, pour rencontrer les fantômes de l'ex-URSS dans un documentaire intitulé « C'est assez bien d'être fou ». Il venait alors de rentrer d'un premier séjour aux Etats-Unis, où il avait connu les squats et la prison. Avant tout ça, il avait commencé à travailler dans les rues de Paris, dans le XXe beaucoup. Des animaux aux corps d'homme, toujours en noir et blanc, et des messages qui disaient l'absurdité de la société moderne.

Bilal Berreni adorait Ernest Pignon-Ernest. Au Monde, il parlait longuement de la solitude

## Médias :

## Tendances, un nouveau venu sur la scène médiatique

Le 27 mars dernier, "Ligne de mire", société de communication et de marketing, a procédé à l'Hôtel Eda-Oba, au lancement de Tendances, un magazine bimestriel, intérieur et couverture en quadrichromie, dont le premier numéro porte sur l'économie. Grosso modo, ce premier jet donne l'allure d'une ligne éditoriale centrée sur l'économie et les hommes qui le font, et quelques pages société, culture et sports.

Dans un paysage médiatique national marqué par la bipolarisation politique, la politique politicienne, le manichéisme, la diffamation et le dénigrement de toutes sortes, le peu de respect de l'éthique et de la déontologie, Tendances a pour ambition de valoriser le pays, tout en portant un regard objectif et sans ceillères sur les faits.

Le premier numéro fait une radiographie de la croissance économique du pays, surtout sur

son aspect macroéconomique. Il met également en relief l'homme d'affaires Gervais Kofi Djondo, métaphore du panafricanisme en action, et Mme Candide Leguède-Bamezon, femme d'affaire célèbre, "phare de l'entreprenariat féminin en Afrique de l'Ouest".

Quelques projets infrastructurels sont également passés au peigne fin. Ainsi en est-il de l'aéroport de Lomé, qui sera rendu d'ici octobre 2014, "si Dieu le veut", selon

Gnama Latta, le directeur général de l'Aviation civile.

D'entrée de jeu, Tendances fait la différence. Le magazine est gratuit et mise sur les recettes publicitaires. C'est un défi énorme.

Néanmoins, il reste tout de même des derniers réglages à apporter : réduire la taille de la police, définir une charte graphique, en tout cas un défi esthétique. Quant au contenu, le travail est presque parfait.

Sur les incidents de Bassar

## Le rapport de la Commission d'enquête situe les responsabilités

Etonam Sossou

Dans un communiqué rendu public le 15 mars 2014, le Ministre de la Sécurité et de la protection civile a rapporté, sur la base des premiers comptes rendus recueillis auprès des services sur le terrain, les graves incidents survenus dans les environs de Bassar et qui ont occasionné la mort de quatre personnes dont le commandant de brigade territoriale de gendarmerie de ladite ville. Il ya été également mentionné qu'une enquête était en cours pour faire la lumière sur les faits afin de situer les responsabilités. Pour faire suite à ce communiqué une commission mixte d'enquête administrative a été mise sur pied. Laquelle commission s'est rendue sur les lieux où elle a procédé notamment à la reconstitution des faits et entendu toutes les personnes susceptibles d'y apporter les éclairages nécessaires.

Au terme de ses investigations, la commission d'enquête a rendu le jeudi 27 mars 2014, son rapport duquel il ressort, entre autres, des éléments qui rendent le lieutenant Palou Pèhèzi, responsable de la mort de quatre personnes dont



Col. Damehane Yark, Ministre de la Sécurité et de la protection civile

l'Adjudant-chef Laré Dalco, Commandant de la Brigade de Gendarmerie de Bassar.

«Les comptes rendus initiaux remontés à la hiérarchie selon lesquels ces incidents auraient été consécutifs à un accrochage entre une patrouille de la gendarmerie et des trafiquants de produits pétroliers armés son erronés ; les échanges de coups de feu au cours duquel l'Adjudant-chef Laré Dalco, Commandant de la Brigade de Gendarmerie de Bassar a trouvé la mort sont le fait du lieutenant Palou Pèhèzi qui ripostait à un tir précédent de la part du Commandant de brigade qui en réalité croyait avoir à faire à des

braqueurs », a expliqué le Ministre de la sécurité et de la protection civile, Yark Damehane. Avant de préciser que : «les trafiquants de produits pétroliers n'étaient à aucun moment armés et la mort des trois trafiquants de produits pétroliers relève d'une bavure policière exclusivement imputable au Lieutenant Palou Pèhèzi».

Selon le Ministre de la sécurité et de la protection civile, des sanctions sévères seront infligées au Lieutenant Palou Pèhèzi, Commandant la Compagnie de Gendarmerie de Bassar, pour fautes professionnelles lourdes notamment faux comptes rendus, indécidatesses et homicide.

Assurance

## Colina Togo devient SAHAM Assurance ce 1er avril

Après 20 ans de croissance soutenue, le groupe Saham a décidé de fusionner toutes les marques de ses compagnies en une seule entité. Ainsi, Colina, CNIZ SAADA, Mercantile Assurance, Angola Assurance... deviennent Saham Assurance

Selon Dochamou Magloire directeur général de Saham Assurance (Ex Colina Togo), la raison de cette fusion, c'est de parler d'une seule voix. «Nous voulons donner un sens commun à toutes nos activités, créer un point de repère, capital de confiance pour toutes les cibles et consolider le groupe grâce à la richesse de ses activités», a-t-il fait savoir le 28 mars 2014, lors d'une conférence de presse. Leader du marché de l'assurance en Afrique (23 pays), le Groupe Saham veut explorer les marchés du Moyen Orient. Pour ce faire, le Groupe entend capitaliser d'autres compagnies d'assurance. «On est toujours à la recherche d'une nouvelle attribution. Et notre vision pour l'avenir, c'est devenir un opérateur de référence en Afrique et au Moyen Orient», a affirmé Nouh Patrick, Directeur Central de Saham Assurance (Ex Colina Togo).

Créé en 1995, le Groupe



Saham, à capitaux marocains, intervient dans des domaines à fort potentiel de développement. Ainsi, le Groupe a été précurseur dans l'investissement en offshoring dès la fin des années 1990.

Le Groupe agit régulièrement comme développeur à travers l'acquisition de structures à optimiser (CNIA, Essaada, Isaaf...). Aujourd'hui, convaincu par l'immense potentiel que recèlent l'Afrique et le Moyen Orient, le Groupe a acquis 34 Compagnies d'assurances, dans 19 pays. A travers la fusion de ses marques, le groupe veut mettre au profit de ses clients un réseau de points de

vente puissant et une offre de programme d'accompagnement sur l'ensemble des pays de présence.

Le Groupe a su nouer des partenariats stratégiques aussi bien capitalistiques que commerciaux avec des acteurs de premier plan tels que Bertelsmann, Mondial Assistance, Cegedim, Sanam Holding, Abraaj Capital, la Société Financière Internationale (SFI) qui sont entrés au capital de certaines entités du groupe. Enfin, sa capacité à anticiper et son audace l'orientent vers le secteur de la santé au Maroc, en Afrique et au Moyen Orient.

Les restaurants en plein air

## Les règles d'hygiène

La question de l'hygiène alimentaire demeure un véritable casse-tête. Les mets sont mis en consommation, voire consommés sans aucun respect des règles d'hygiène les plus élémentaires, et cela, au vu et au su de tous.

On a l'impression que ces restaurants situés aux abords de nos voies sont issus d'une autre époque. Il faut manger vite et partir vite : on ne sait jamais. Ici, on sert des plats de toutes sortes qu'on consomme sous le bruit des véhicules, la poussière et les points d'ordures. Pourtant, les clients sont toujours de plus en plus nombreux à s'y restaurer midi, soir et même la nuit. Les tarifs très attractifs de ces « restos du cœur » charrient chaque jour de nouveaux clients. Auparavant, ces lieux étaient bondés de charretiers, de porteurs de bagages et autres commerçants ambulants. Aujourd'hui, la restauration « fast food » (nourriture rapide) attire des consommateurs de tout genre : stagiaires d'entreprise, cadres, apprentis, chauffeurs de taxi..., bref toutes les couches sociales s'y précipitent pour se restaurer à moindre frais. Ces restaurants ont pignon sur rue dans les quartiers de Lomé. En effet, sans eux, comment pourrait se nourrir ce nombre incalculable de citadins sans le sou?

Adzo et Justine gagnent leur vie en improvisant, chaque midi, un restaurant de rue aux alentours d'un hôtel de la place. Elles nourrissent en moyenne 100 clients en

proposant de petits plats de riz et «d'akoumè» à 150, 200 et 300 FCFA. Les sauces sont connues des habitués : sauce arachides, sauce « adémè », ou tomate avec du poisson ou de la viande. «Ce n'est pas parce que la nourriture est moins chère qu'elle est de mauvaise qualité. Si vous ne faites pas bien la cuisine, vous perdez vos clients. C'est vrai qu'avec ce qu'on gagne, tout n'est pas donné sur le marché au niveau des denrées. Mais on joue sur la quantité en fonction de la bourse du client », souligne Justine. Tous les jours, les deux femmes se lèvent à 6 h du matin et finissent de cuisiner à 11 h. C'est dire que les plats sont servis fumants au resto. Généralement, elles finissent le service à 14h ou entre 16 et 17h quand les clients se font désirer. Dans ce cas, il faudra réchauffer les plats. La plupart des clients semblent satisfaits. «La majorité des femmes chez lesquelles je mange font bien la cuisine : si c'est mauvais, personne ne viendrait, je pense ! Le seul problème, c'est la proximité de la route avec la poussière et les mouches, à cause des ordures », soutient Laurent, un diplômé sans emploi.

Contrairement aux habitués des restos de rue, certains trouvent qu'il est difficile de s'arrêter devant ces plats, encore moins les manger. La qualité et surtout le manque d'hygiène découragent les estomacs les plus affamés. « Madame, regardez vous-même. Ce n'est pas possible de manger ici ! », s'indigne Komi, un chauffeur de

taxi en nous montrant une poubelle. Selon lui, les autorités doivent interdire ces restaurants de rue, mais, les professionnels de la santé, eux, préfèrent garder le silence. « Les restaurants de rue rendent d'énormes services aux consommateurs. Mais je pense qu'il faut penser d'abord à la santé. La proximité des bouches d'évacuation, caniveaux et poubelles est dangereuse pour le client car les mouches sont de puissants vecteurs de maladies typhiques », soutient Anne, une infirmière nutritionniste.

La restauratrice Sidonie entend bien toutes ces critiques, mais elle demande aussi à être entendue : «Ce n'est pas de gaieté de cœur que nous vendons à manger au bord de cette route. Mais que pouvons-nous faire ? Pour éviter de mettre nos clients en danger, nous couvrons nos plats et maintenons nos espaces propres ».

«Il faut vivre pour manger et non manger pour vivre», dit-on. Mais cela ne signifie pas pour autant qu'il faut manger tout ce qui s'offre à nous. Pourtant, il n'est pas rare de voir des vendeuses de pain, de beignet et autres exposer leurs marchandises à l'air libre et sans couverture. Ce qui rend malades ceux qui en consomment. Une veille permanente des organisations de défense de consommateurs et autres structures impliquées permettrait d'éviter les désagréments liés à ce manque d'hygiène. La santé n'a pas de prix, mais un coût. Alors prudence !!!

## Loterie Nationale Togolaise

### COMMENTAIRE DU TIRAGE N°274 DE LOTO KADOO DU 21 MARS 2014

Le Tirage de Loto Kadoo auquel nous assistons ce 28 Mars 2014, porte le N°275.

Lors du dernier tirage de Loto Kadoo, ce sont surtout des lots intermédiaires c'est-à-dire des lots de moins de 500.000F CFA qui ont été gagnés dans la plupart des villes du pays.

Seul LOME, la capitale a enregistré, un lot de 500.000F CFA et un gros lot de 1.000.000F CFA auprès des opérateurs 7010 et 5005.

La remise des lots à LOME se fera au siège de la LONATO et à l'intérieur du pays dans les Agences Régionales.

AVEC LOTO KADOO, TOUS LES VENDREDIS, UNE FAÇON DE DEVENIR TRÈS RICHE BONNE CHANCE A TOUS !!!

## LOTO KADOO

Résultats du tirage N°275 de Loto Kadoo du Vendredi 28 Mars 2014

Numéro de base

65

14

18

36

27

## LOTTO DIAMANT

Résultats du tirage N° 685 de Lotto Diamant du lundi 31 Mars 2014

Numéro de base

64

08

46

70

17